

<https://gec.venissieux.org/DECLARATION-des-Elus-Municipaux>



DECLARATION des Elus Municipaux Communistes et Apparentés de Vénissieux à la suite de la violente manifestation du 14 juin

Date de mise en ligne : mardi 19 juin 2012

- La lettre -

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits
réservés

Madame, monsieur,

La revendication syndicale est toujours légitime, le débat est son principe de négociation et ça a toujours été le cas à la ville de Vénissieux. Mais ce 14 juin à midi, une manifestation d'une rare violence, une agression caractérisée d'une trentaine d'agents grévistes à la porte du bureau du maire, des insultes, la pression morale et physique vis à vis des personnes n'ont rien de légitime, ne correspondent en rien à la confrontation normale en pratique entre représentations syndicales et l'administration municipale.

Pourquoi une telle situation ?

Les conditions de la fonction publique se sont considérablement dégradées ces cinq dernières années, suite aux choix politiques d'une droite décomplexée contre le service public, d'une droite aux ordres express du MEDEF et des institutions bancaires et financières pour réduire les dépenses publiques, ouvrir toute activité humaine au marché, à la concurrence : RGPP, Réforme de la taxe Professionnelle, réforme des collectivités territoriales, mise en cause du droit du travail, massacre des acquis sociaux, réforme et mise à bas de notre système de retraites, destruction organisée de la Sécurité Sociale, ponction auprès de la CNRACL, mise en cause des 35 heures, racket du 1% logement,..... la liste est longue.

Faut-il rappeler ce non sens républicain de livrer le service public à l'appétit sans limites du capital privé, et son préalable, le gel des salaires, la mise en cause des statuts et le régime indemnitaire, la concurrence entre les communes, les universités, les hôpitaux, les maternités, les écoles.....

Faut-il rappeler l'étranglement budgétaire programmé des collectivités locales, le gel des dotations et subventions de l'Etat, les missions régaliennes toujours plus nombreuses transférées aux collectivités territoriales sans contrepartie de l'Etat, l'obligation d'équilibre budgétaire des communes, etc....

Dans ce contexte, comment ne pas s'interroger sur des revendications locales qui se concentrent vis à vis de la seule municipalité et de son maire, dans un contexte où l'engagement revendicatif devrait se concentrer contre cette politique de destruction massive des acquis sociaux et du service public ? Qui peut penser que, pour réussir un changement espéré que vont combattre tant de forces économiques et sociales, l'urgence serait dans le partage du régime indemnitaire et non pas dans l'exigence d'une hausse significative des salaires, dans le public comme dans le privé ? Qui peut ignorer que tout a été fait pour opposer précaires et statutaires, public et privé, ouvriers et cadres, alors qu'il est plus urgent que jamais d'unir toutes les catégories sociales pour résister à la guerre de la dette ?

Dans un tel contexte, qui peut penser qu'un différent portant sur la répartition de 20% du régime indemnitaire justifie de telles formes d'action ? Qui peut penser légitime la comparaison avec les luttes des salariés dont l'usine et l'emploi sont détruits et qui sauf geste désespéré, respectent leur cadres et dirigeants dont ils tentent d'obtenir une solution alternative ?

Force est de constater que la seule commune où les revendications syndicales à propos des conditions du service public qui relèvent pourtant de l'Etat, de la solidarité et de l'égalité nationale ont eu lieu, c'est à Vénissieux avec sa majorité de gauche et sa direction communiste.

Pour ceux qui ont la mémoire courte et sélective, il faut rappeler que le conseil municipal du 12 mars 2012 a voté à L'UNANIMITE les résultats des négociations avec les représentants syndicaux des personnels municipaux, en augmentant la masse salariale d'un million d'€uros, soit plus de 4 points des recettes fiscales locales, qu'il faudra compenser par un effort encore plus important dans la gestion et l'investissement budgétaires 2012 et des années à venir.

Nous sommes ouverts au dialogue responsable et constructif. Nous sommes élus parce que nous sommes des salariés militants, souvent syndicalistes, et que nous prenons nos responsabilités pour une gestion municipale au service des intérêts populaires et de l'intérêt général.

Nous constatons que les syndicats au plan national dénoncent tous le régime indemnitaire, que le nouveau cadre a été décidé par la ville après de long mois de recherche d'un compromis entre les revendications contradictoires des syndicats localement, qu'une évaluation est prévue au bout d'un an, que la direction générale annonçait des adaptations dans la mise en œuvre selon les premiers retours des services.

Aussi, après les faits violents du 14 Juin, nous, élus communistes et apparentés de Vénissieux, tenons à exprimer notre solidarité aux personnels qui les ont subis et à madame le Maire. Nous ne laisserons pas la division s'installer entre les salariés. Nous ne laisserons pas instrumentaliser le nécessaire dialogue social pour une bataille politicienne de division des agents, des parents d'élèves, des usagers du service public.

Le changement espéré, attendu par beaucoup, n'est pas encore réalité et il faudra une tout autre mobilisation de TOUS les citoyens après les urnes, dans les entreprises, les ateliers, les bureaux, partout où les travailleurs, les salariés subissent la loi du plus fort, la loi du capital financier et bancaire, la loi patronale, dans la rue....

Nous ne nous laisserons pas détourner de nos priorités que sont le travail avec tous les agents territoriaux pour le service public à rendre à la population, aux familles, à tous les habitants. Nous ne cesserons pas de poursuivre la construction d'une majorité large et solidaire autour du maire, Michèle Picard, pour développer notre ville belle et rebelle et apporter à tous les Vénissiens le meilleur du service public dont ils ont besoin.

Vénissieux ce 17 juin 2012

Les élus communistes et apparentés de Vénissieux